

Les Greniers de Sécurité Alimentaire au Burkina Faso un impact confirmé

Jérémie Gross [CRED] | Marc Mees [SOS Faim]



© SOS Faim 2016

Éditeur responsable:

Olivier Hauglustaine, 4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique)

Graphisme: www.marmelade.be

Impression: Daddy Kate

Cette étude a été réalisée avec le soutien de la Direction générale de la Coopération internationale de Belgique. Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet NOPOOR, qui est financé par l'Union Européenne sous le 7^{ème} programme-cadre de recherche (FP7 - Theme SSH.2011.1), Convention de Subvention No. 290752.



Les Greniers de Sécurité Alimentaire au Burkina Faso **un impact confirmé**

Jérémie Gross [CRED] | Marc Mees [SOS Faim]
Illustrations mutt.be



Table des matières

Les Greniers de Sécurité Alimentaire

1.	La vie des paysans au Nord du Burkina Faso	5
2.	La sécurité alimentaire en question ?	6
3.	Le Grenier de Sécurité Alimentaire (GSA)	7
4.	Un programme, toute une histoire	8
5.	Des réalisations importantes	9
6.	L'étude d'impact des GSA	10

L'évaluation d'impact du P-RGSA

	Introduction	11
1.	Zone d'intervention	12
2.	Période d'étude	13
3.	Méthode	14
4.	En activité	15
5.	Impact final sur la nutrition	16
6.	Distance d'achat	17
7.	Prix d'achat	18
8.	Consommation alimentaire	19
9.	Village isolé, impact plus élevé	20
10.	Question en suspens	21

Conclusion

	Les Greniers de Sécurité Alimentaire: une réplique possible?	22
--	--	----

1.

La vie des paysans au Nord du Burkina Faso

Une agriculture familiale, pluviale et de subsistance

Les populations rurales de la région Nord du Burkina Faso pratiquent une agriculture pluviale de subsistance. Organisées en exploitations familiales de petite taille, elles produisent principalement des céréales au cours d'une seule saison des pluies qui débute en mai et prend fin en octobre. Après la récolte, ces céréales – principales composantes du régime alimentaire – sont stockées dans des greniers familiaux pour

ensuite être consommées tout au long de l'année. Cependant, la mauvaise qualité des sols, les pluies insuffisantes et autres aléas qui entourent la production agricole empêchent régulièrement les familles de produire suffisamment pour subvenir à leurs besoins. Les achats de céréales leur permettent de remédier à l'insuffisance de leur propre production.

Une saisonnalité marquée

L'arrivée des nouvelles récoltes marque le début d'un nouveau cycle agricole annuel et conduit à une relative abondance de la nourriture dans les greniers familiaux comme sur les marchés. Elle marque aussi le début de la saison sèche, période au cours de laquelle les familles sont impliquées dans une multitude d'activités. En plus du maraîchage pratiqué dans les bas-fonds ou à proximité des barrages, il s'agit surtout de petits commerces, d'orpaillage artisanal ou encore d'élevage. Les revenus de ces activités et les aides des migrants

permettent aux familles d'acheter les denrées alimentaires destinées à compléter leur production et de financer toutes les autres dépenses (matériel, éducation, santé, etc.). À partir d'avril, ces activités sont progressivement reléguées au second plan. Les familles entament les travaux agricoles avant l'arrivée des premières pluies et s'apprêtent à y consacrer tous leurs efforts au cours de la saison des pluies. Le cycle agricole annuel prend fin avec l'arrivée des nouvelles récoltes en octobre.

Un accès limité aux marchés alimentaires

Les villages ne disposent pas tous de leur propre marché alimentaire et les populations doivent parfois parcourir plusieurs kilomètres avant d'atteindre le marché le plus proche. Lorsque des marchands sont présents dans le village, ils sont généralement peu nombreux, présentent des coûts de revient élevés et ont une activité commerciale d'une durée et d'une portée réduites. Cette situation expose les populations à des problèmes d'accès aux

denrées alimentaires qui se renforcent en saison des pluies, au moment où les réserves s'amenuisent et les besoins deviennent plus pressants. Les pluies et le mauvais état des voies d'accès rendent plus difficile le transport des céréales. Au cours de cette période, les céréales se font également plus rares et plus chères sur le marché, réduisant d'autant le pouvoir d'achat de populations locales en proie à un manque de ressources monétaires.

Une famille, un cycle



Famille - Oumarou S. habite le village de Kolkom situé dans la région du Nord. Il a 57 ans et vit avec ses trois femmes et leurs 9 enfants. Leur parcelle est composée de 5 cases et 4 greniers.



2.

La sécurité alimentaire en question ?

Un concept compliqué ?

La principale définition du concept de sécurité alimentaire a été adoptée à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996. Elle stipule que «la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener

une vie saine et active ». La durée de l'insécurité alimentaire vient encore s'ajouter aux nombreuses dimensions que contient cette définition. L'insécurité alimentaire sera en effet qualifiée de chronique lorsque les populations sont incapables de subvenir à leurs besoins sur une longue période ou transitoire lorsqu'elles subissent une incapacité temporaire à produire ou à se procurer une nourriture suffisante.

Et en pratique ?

La définition de la sécurité alimentaire s'articule autour de 4 dimensions principales qui s'apparentent à autant de conditions nécessaires pour atteindre la sécurité alimentaire (FAO).

■ **La disponibilité** de la nourriture correspond à l'offre de nourriture et est déterminée par la production, les stocks et les échanges.

■ **L'accessibilité** fait référence à la capacité des familles à acquérir la nourriture nécessaire. Elle est influencée par l'accès au marché, les prix ou encore les revenus des populations.

■ **L'utilisation** de la nourriture se réfère au rapport entre la nourriture consommée et le bien-être nutritionnel de chaque individu. Elle dépend notamment de l'en-

vironnement sanitaire et des pratiques alimentaires et influence directement le statut nutritionnel des individus.

■ **La stabilité** requiert une disponibilité, une accessibilité et une utilisation adéquates de la nourriture en permanence afin d'éviter toute détérioration du statut nutritionnel.

L'ordre de ces quatre dimensions a son importance en ce sens que chacune d'elles apparaît comme une condition nécessaire mais pas suffisante pour que la suivante soit satisfaite. Il suggère également les différents niveaux d'analyse qu'implique la sécurité alimentaire, de l'unité la plus agrégée pour la disponibilité – pays, région, village – à l'unité la plus élémentaire pour l'utilisation – individu – en passant par l'unité intermédiaire pour l'accès – le ménage.

Et au Nord du Burkina Faso ?

En 2012, deux familles sur trois de la région Nord vivaient en-dessous du seuil de pauvreté nationale et près d'une sur deux était vulnérable sur le plan alimentaire (PAM, 2014). Les problèmes de disponibilité et d'accès à la nourriture expliquent en grande partie le risque alimentaire auquel ces populations sont exposées. À la suite d'une mauvaise récolte, ce risque est exacerbé par l'insuffisance de l'offre locale et l'augmentation

rapide des prix. Les populations, dans le besoin, font face à des conditions de marché particulièrement défavorables. La situation a tendance à se détériorer en saison des pluies. C'est au cours de cette période de pénurie que les familles sont généralement les plus vulnérables. En ce sens, l'insécurité alimentaire qu'elles subissent est avant tout saisonnière.



Agriculture - Oumarou a hérité de 3 hectares de terres qu'il exploite en famille. A l'aide d'un matériel rudimentaire, ils y cultivent principalement du sorgho, du mil et du niébé à des fins de subsistance.



Subsistance - Une année sur deux, la récolte n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins de la famille. En 2011, elle a été victime de la sécheresse et a perdu plus d'un quart des cultures.

3.

Le Grenier de Sécurité Alimentaire (GSA)

Un magasin de produits alimentaires ?

L'activité d'un GSA consiste à acheter, stocker et vendre des céréales et autres produits alimentaires de base sur le marché local à des prix garantissant une rentabilité minimale de l'activité. À l'aide d'un crédit annuel au taux d'intérêt de 9% octroyé au moment des récoltes, les gestionnaires du GSA réalisent le premier approvisionnement. Ensuite, le GSA fonctionne comme

un magasin. Au fur et à mesure des ventes, il reconstitue ses stocks en fonction des besoins, de manière à assurer une offre permanente. Les prix de vente sont supérieurs au prix de revient et parfois inférieurs aux prix du marché. Ils sont fixés de manière à dégager au cours du cycle annuel les revenus nécessaires au remboursement du crédit et des intérêts.

Géré par la communauté ?

Le GSA est géré par la communauté, dans le but explicite d'améliorer la sécurité alimentaire des villageois. Un comité de gestion bénévole est nommé et supervisé par le ou les groupements villageois promoteurs de l'activité. Il poursuit à la fois un objectif de rentabilité économique et un objectif social de sécurisation alimentaire, en favorisant l'accès aux denrées de base. Le GSA se veut

également un instrument de développement des capacités villageoises grâce aux formations dispensées aux gestionnaires, aux actions de promotion des femmes qui sont majoritaires au sein des comités de gestion et au renforcement de la diversification du régime alimentaire avec la vente d'autres denrées que les céréales.

Pour activer le marché local ?

Le marché local est influencé par une double dynamique des prix : géographique et saisonnière. Dans les régions du Nord du Burkina Faso, l'offre de produits agricoles est moins abondante en raison de l'insuffisance de la production locale. Par conséquent, les prix y sont plus élevés que dans les régions excédentaires du Sud. De la même manière, les prix sont généralement plus faibles au moment de la récolte et élevés pendant la saison des pluies, lorsque les réserves s'épuisent et l'isolement des

villages s'intensifie. Dans ce contexte, l'activité d'un grenier consiste à transférer des denrées d'une zone et/ou d'une période de relative abondance à une zone et/ou une période de relative rareté. Elle a pour effet de dynamiser et de réguler le marché local en diminuant les déséquilibres entre l'offre et la demande. Le GSA pallie une déficience des marchés qui sont peu attractifs en raison de coûts de transaction élevés et d'un pouvoir d'achat limité.



Grenier - Oumarou ne vend jamais la production familiale. Les 1,5 tonnes de céréales récoltées en octobre 2011 ont été réparties dans 3 greniers. Un premier grenier est entamé immédiatement pour alimenter les repas.



Ressources - En saison sèche, Oumarou gère son petit bétail. En 2011, il a vendu plusieurs chèvres pour faire face aux besoins de la famille. Il a également reçu de l'argent de l'un de ses fils orpailleurs.

4.

Un programme, toute une histoire

L'héritage des banques de céréales

Les banques de céréales se sont développées dans les années 70, 80 et 90, en réponse aux nombreuses crises alimentaires qui ont touché les populations du Sahel. Elles étaient considérées comme un outil communautaire de sécurisation alimentaire. Il s'agissait d'assurer la vente ou la distribution de céréales en période de soudure, c'est-à-dire lorsque les réserves des populations étaient épuisées. Au début des années 90, plus de 4.000 banques de céréales étaient recensées dans les pays sahéliens. Les programmes de banques de

céréales finançaient la construction d'un bâtiment de stockage et octroyaient un fonds pour l'achat des céréales. À l'instar de celui de la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN), la plupart de ces programmes ont connu des difficultés de gestion ou des problèmes de gouvernance qui ont conduit à l'érosion, voire à la disparition, des fonds de roulement. Il en a résulté un désengagement des principaux bailleurs et un abandon progressif des banques de céréales.

Les améliorations apportées

Au début des années 2000, l'Organisation Paysanne FNGN et l'ONG SOS Faim se sont entendues pour concevoir un programme de redynamisation du réseau de banques de céréales, en s'appuyant sur un diagnostic approfondi de l'existant et en tirant les leçons des expériences passées. Concrètement, trois modifications majeures ont été apportées au modèle des banques de céréales pour améliorer la pérennité du dispositif et augmenter son impact sur la sécurité alimentaire.

- | La constitution d'un fonds de roulement centralisé destiné à l'octroi de crédits annuels
- | Le principe de ne vendre qu'au comptant
- | L'ouverture à d'autres produits alimentaires que les céréales traditionnelles

Pour marquer ce changement, les banques de céréales de la FNGN ont été rebaptisées Greniers de Sécurité Alimentaire ou GSA.

Du Programme du Réseau de Greniers de Sécurité Alimentaire (P-RGSA) à la coopérative VIIM BAORE

Le programme de redynamisation des anciennes banques de céréales a démarré au début des années 2000 avec un appui conséquent du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA). Une première phase de mise en œuvre a été réalisée entre 2002 et 2007. À la fin de cette phase, près de 400 villages étaient éligibles au programme et un tiers d'entre eux avaient bénéficié de fonds au moins une année. Suite à une évaluation externe positive, le programme

a bénéficié d'une seconde phase de financement toujours en cours. Entre temps, le programme a pris son autonomie de la FNGN pour devenir une coopérative dont les membres sont les différentes Unions de groupements NAAM, la FNGN et SOS Faim. La coopérative VIIM BAORE a été formellement constituée en janvier 2015, dans une perspective d'autonomie, de responsabilisation des acteurs et de durabilité.



Accès - À Kolkom, il n'y a ni route, ni marché, ni commerçant. Le marché le plus proche est accessible toute l'année mais se situe à 8 kilomètres du village.



Activités - Les deux plus jeunes femmes de Oumaru vendent des beignets les jours de marché et en profitent pour acheter des condiments. En 2011, elles ont aussi dû acheter des céréales pour compléter les repas de leurs enfants.

5.

Des réalisations importantes

La vie de la coopérative en 5 chiffres



Des résultats encourageants

Le programme a maintenant plus de 10 ans et a démontré que les services offerts aux populations s'inscrivaient dans la durée. En outre, la démarche continue d'être sollicitée et appuyée par les populations locales qui gèrent bénévolement les GSA au profit de leur communauté villageoise. Ces résultats sont d'autant plus encourageants qu'il y a un regain d'intérêt pour ce type de dispositif. Les autorités régionales

ouest-africaines, avec le soutien actif de plusieurs partenaires financiers (Union européenne, Agence Française de Développement, Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement, etc.), travaillent en effet à la mise en place de stocks de sécurité alimentaire qui impliqueraient les réseaux de stocks de proximité comme Viim Baoré.

Et la sécurité alimentaire des populations ?

Les activités des GSA et leurs performances financières témoignent du bon fonctionnement du programme. Sans aucun doute, de nombreuses banques de céréales ont été réactivées et les GSA assurent une offre locale de denrées alimentaires dans le cadre d'un vaste réseau régional. Mais qu'en est-il de la finalité sociale du programme ? Au fil de sa mise en œuvre, il s'est avéré pertinent, voire nécessaire, de mesurer l'impact des GSA sur la sécurité alimentaire. Il s'agissait

de s'intéresser non plus à la gestion et au fonctionnement des GSA mais aux populations bénéficiaires, d'établir si la présence d'un GSA dans le village améliore leurs conditions de vie. C'est dans cette perspective qu'un partenariat original entre une organisation paysanne (FNGN), une ONG internationale de développement (SOS Faim) et un centre de recherche en économie du développement (CRED) est né.



Achats - Oumarou a acheté 3 sacs de 100 kg de sorgho en mai et 2 en juin après que les greniers aient été complètement épuisés. Pour ce second achat, il a choisi de se rendre au GSA du village en raison de sa proximité.



Champs - Dès le mois d'avril, la famille S. s'emploie à préparer les champs avant l'arrivée des premières pluies. La mobilisation autour des travaux champêtres dure tout au long de la saison des pluies.

6.

L'étude d'impact des GSA

Une évaluation d'impact

L'étude d'impact du Programme du Réseau de Greniers de Sécurité Alimentaire a pour objectif principal d'identifier l'impact causal de la présence d'un GSA, à savoir de mesurer rigoureusement l'amélioration de la sécurité alimentaire qui en résulte. Obtenir une mesure de l'impact causal nécessite de comparer ce qu'il s'est passé en présence du programme avec ce qu'il se serait passé si le programme n'avait pas existé. La difficulté majeure de cet exercice réside dans le fait qu'il est impossible d'observer

les mêmes personnes au même moment en présence et en l'absence du programme. La situation de la population bénéficiaire si le programme n'avait pas existé, appelée contrefactuel, n'est en fait jamais observable directement. Elle doit être déduite de la situation d'une autre population qui lui ressemble au maximum mais n'est pas confrontée au programme, le groupe de contrôle. La construction d'un groupe de contrôle crédible est l'enjeu majeur de toute évaluation d'impact digne de ce nom.

Une étude originale et rigoureuse

L'évaluation de l'impact des GSA est une occasion unique de mesurer précisément l'effet d'une intervention communautaire de sécurisation alimentaire en milieu rural. Elle s'appuie sur une méthode d'évaluation extrêmement rigoureuse basée sur l'assignation aléatoire des GSA et sur l'exploitation de données avant et après leur mise en place. De plus, l'analyse est réalisée à

partir de données originales collectées au moyen d'enquêtes de ménage très détaillées, conçues dans le but explicite de mesurer l'impact du programme. La base de données comprend une palette d'indicateurs de sécurité alimentaire qui permet une approche multi-dimensionnelle de la problématique.

Les résultats en bref

L'étude montre que la présence d'un GSA dans le village a un impact non négligeable sur la sécurité alimentaire de la communauté villageoise au cours d'un cycle agricole particulièrement éprouvant. Le programme améliore la situation nutritionnelle des populations et renforce l'accès aux denrées de base. De plus, les populations les plus démunies apparaissent

comme les principales bénéficiaires d'une intervention dont la présence apparaît d'autant plus cruciale que les marchés locaux sont isolés et peu développés. L'analyse met aussi à jour les mécanismes par lesquels le programme produit ses effets et émet une série de recommandations susceptibles de renforcer son impact sur la sécurité alimentaire dans le futur.



Cycle - Le cycle agricole annuel prend fin en octobre avec l'arrivée des nouvelles récoltes. La famille S. se réjouit de la récolte 2012 qui est très bonne et la met à l'abri des besoins, pour cette année.

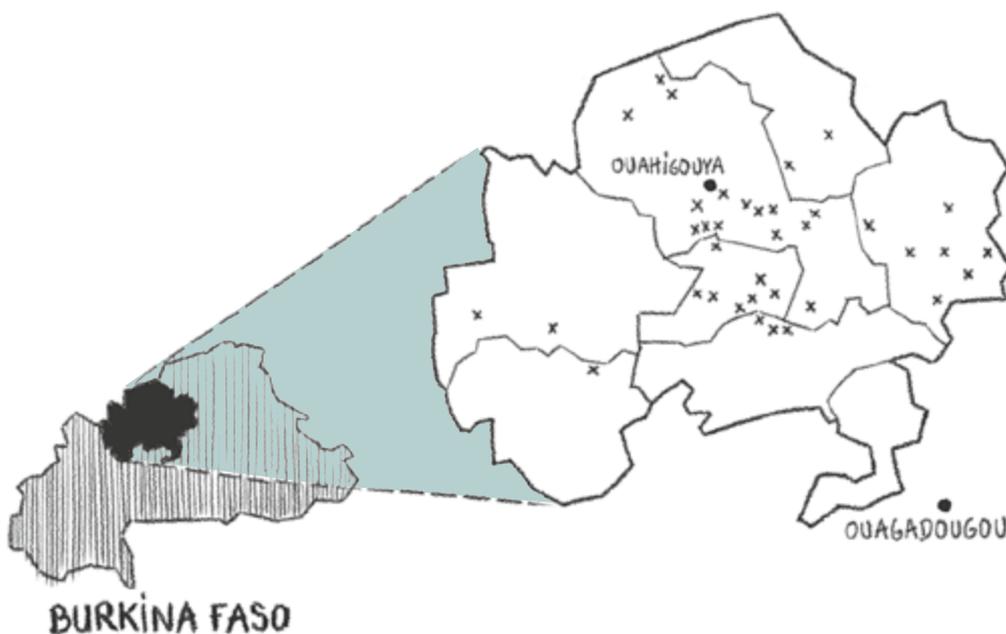
L'évaluation d'impact du P-RGSA



Les dessins qui illustrent l'évaluation d'impact du P-RGSA proviennent du support pédagogique villageois conçu pour faciliter la restitution des résultats aux populations de la zone d'intervention. En juin 2015, une séance de restitution organisée à Ouahigouya a réuni près de 200 représentants des familles et des villages impliqués dans l'étude. Les échanges qui ont eu lieu à cette occasion ont permis aux chercheurs d'améliorer leur compréhension des résultats et aux représentants villageois d'en tirer les conséquences pour le futur de l'intervention.

1.

Zone d'intervention



La région Nord comme zone d'étude

L'étude d'impact porte principalement sur des villages de la Région Nord du Burkina Faso. Cette région est caractérisée par une pluviométrie faible et très variable. Il en résulte un équilibre céréalier précaire qui se traduit certaines années par un déficit de

production très important. La région Nord apparaît surtout comme la principale zone d'intervention du programme. Plus des trois-quarts des 400 villages du programme sont situés dans la région et ses alentours.

Villages éligibles mais non bénéficiaires

Les 40 villages de l'étude ont été sélectionnés parmi les 400 villages susceptibles de bénéficier du programme. Ils disposaient par le passé d'une banque de céréales que le programme avait pour objectif de réactiver et de transformer en GSA. Ils étaient

tous éligibles – en ce sens qu'ils remplissaient les conditions matérielles et organisationnelles et avaient émis une demande de fonds auprès des gestionnaires du programme – mais n'avaient encore jamais bénéficié de l'appui du programme.

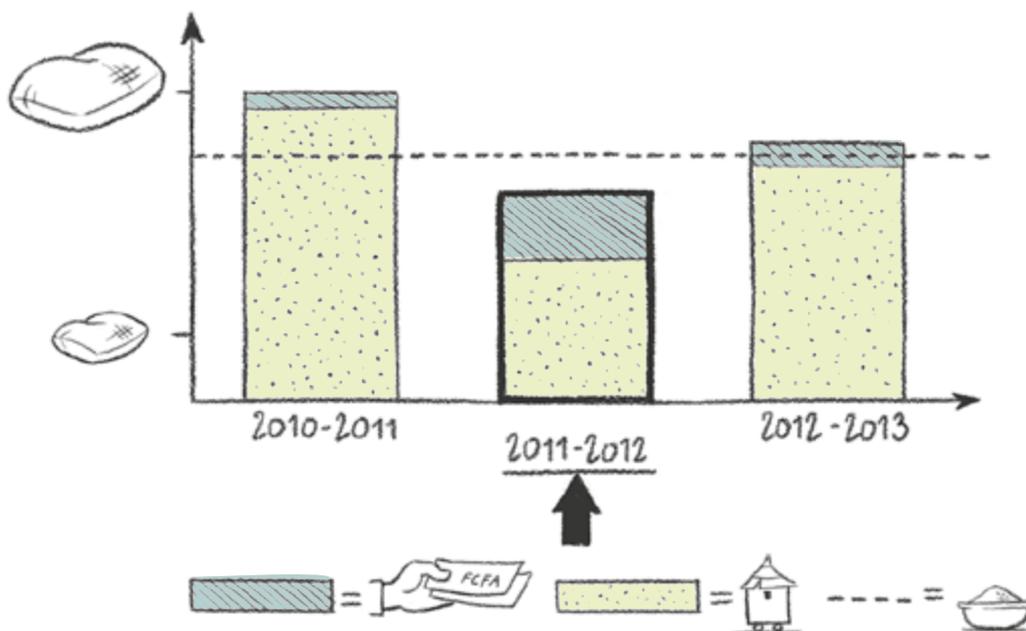
400 familles suivies pendant 3 ans

Dans chacun des 40 villages de l'échantillon, 10 familles représentatives ont été sélectionnées pour participer à l'étude. Elles ont été visitées à cinq reprises entre 2011 et 2013 et interrogées au moyen d'enquêtes de ménage très détaillées. Les données anthropométriques de tous les membres

de ces familles ont également été relevées, de même que des informations sur la situation des villages. Cette base de données unique permet d'analyser l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations de la zone d'intervention.

2.

Période d'étude



3 cycles agricoles annuels complets

Les données de l'étude concernent les conditions de vie des populations au cours des cycles agricoles annuels 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013. Aucun des 40 villages n'a bénéficié d'un quelconque appui du programme au cours du premier cycle qui constitue le cycle de référence (baseline). Le deuxième cycle qui débute avec l'arrivée des nouvelles récoltes en no-

vembre 2011 est le cycle au cours duquel certains villages bénéficient d'un GSA pour la première fois. L'impact du programme est mesuré précisément sur ce deuxième cycle agricole. Les données relatives au troisième cycle permettent de considérer l'impact à moyen terme et de discuter l'évolution de l'activité des GSA.

2011-2012, un cycle particulièrement éprouvant

Bien que des variations existaient d'un village à l'autre, la récolte apparaissait dans l'ensemble très bonne en 2010, très mauvaise en 2011 et bonne en 2012. En raison d'une pluviométrie inadaptée, le cycle 2011-2012 a été marqué par un déficit de production très important. Plus de 80% des familles ont été contraintes d'acheter

des céréales, alors qu'au cours d'un cycle normal, elles sont plutôt une sur trois à dépendre des marchés pour compléter leur déficit céréalier. Malgré des achats très importants qui atteignent plus d'un tiers des céréales consommées, un grand nombre de familles ne réussissent pas à satisfaire leurs besoins en 2011-2012.

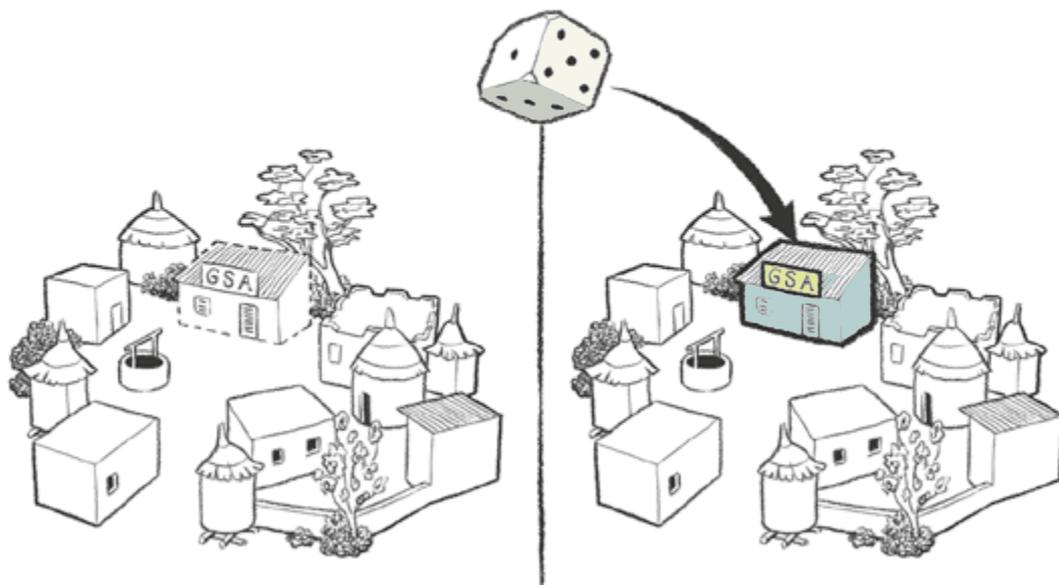
Impact en période de crise

L'impact du programme a été mesuré au cours d'un cycle agricole marqué par une très mauvaise récolte d'entrée. Les résultats ne peuvent donc pas être généralisés à d'autres conjonctures. Ce hasard offre

cependant une occasion unique de déterminer si la présence d'un GSA améliore la sécurité alimentaire lorsqu'elle est soumise à rude épreuve et que les populations sont particulièrement dans le besoin.

3.

Méthode



L'octroi d'un crédit et le suivi des activités du GSA

Le programme appuie la mise en place d'un GSA dans les villages éligibles. Il donne un cadre à l'activité des GSA mais ne détermine ni sa réalité, ni son ampleur, qui dépendent du contexte local et de la conjoncture. L'octroi d'un crédit et le suivi technique qui

l'accompagne, sont les deux éléments qui sont sous le contrôle des gestionnaires et conditionnent la présence d'un GSA dans le village. Ils constituent ici l'intervention mise à la disposition des populations bénéficiaires.

Assignation aléatoire des villages

20 des 40 villages de l'étude ont été sélectionnés aléatoirement pour bénéficier de l'intervention (groupe de traitement) au cours du cycle agricole 2011-2012. Cette méthode de sélection aléatoire permet de considérer le groupe de villages non bénéficiaires (groupe de contrôle) comme un contrefactuel valide, c'est-à-dire représentatifs de la situation qui aurait prévalu

dans les villages bénéficiaires en l'absence du programme. La simple comparaison des deux groupes est suffisante en principe pour mesurer l'impact du programme. À des fins de précision, la méthode d'évaluation utilisée combine l'assignation aléatoire des villages avec l'exploitation de données avant et après leur mise en place.

Traitements et contrôles semblables au départ

Avant de se voir octroyer des fonds et de bénéficier d'un appui technique tout au long du cycle agricole 2011-2012, les 20 villages du groupe de traitement et leurs populations n'étaient pas sensiblement différents des 20 villages du groupe de contrôle et de

leurs populations. Les données relatives au cycle de référence en témoignent dans un grand nombre de dimensions. Ces données sont d'ailleurs systématiquement exploitées dans l'analyse pour tenir compte des différences qui subsistent par hasard.

4.

En activité



Mise en place des GSA

En 2011-2012, les Comités de Gestion (COGES) des 20 villages du groupe de traitement ont bénéficié de crédits dont la moyenne était de 2.000.000 FCFA par village – à peu près 3.000 euros – et au maximum de 3.500.000 FCFA. Ce montant a varié d'un village à l'autre en fonction de la demande

émise et de l'évaluation des capacités d'absorption réalisée par le Comité d'Octroi du crédit. À des degrés divers, les membres des Comités de Gestion ont également bénéficié de séances de formation et de visites d'un chargé de suivi local (animateur).

Une activité non négligeable

Une activité conséquente apparaît comme une condition préalable à l'impact de la présence d'un GSA. Chaque GSA a acheté en moyenne 18,2 tonnes de céréales. Plus de 90% de ces céréales ont été écoulées au cours du cycle agricole 2011-2012, la majeure partie en saison sèche et par sac de 100kg. Cependant, deux GSA sur trois

disposaient bien de céréales à vendre pendant la saison de pluies, de même que deux sur trois ont réalisé des ventes au détail. Près de la moitié des GSA ont également commercialisé d'autres denrées alimentaires telles que de l'arachide, du sésame et autres condiments.

Des populations en demande

Près de 15% des céréales achetées par les populations des villages avec GSA l'ont été au grenier. La part de marché des GSA atteint même 35% au niveau villageois. Une famille sur quatre s'est rendue auprès du GSA pour se procurer des céréales. Ces familles ne sont pas très différentes des autres et invoquent surtout la proximité du

GSA pour motiver leur choix. En moyenne, chacune d'elles y a acheté 304 kilos de céréales, soit la moitié de leurs achats. Par contre, aucune famille des villages non bénéficiaires n'a acheté de céréales auprès d'un GSA, ce qui tend à confirmer que ces populations n'ont pas été exposées à l'intervention.

5.

Impact final sur la nutrition



Indicateurs ultimes de sécurité alimentaire

L'impact final des GSA est mesuré sur l'état nutritionnel des populations de la zone d'intervention. L'Indice de Masse Corporelle (IMC) – soit le rapport entre le poids et la taille élevée au carré (kg/m^2) – a été calculé pour chaque individu. Au niveau individuel, ces indices traduisent l'adéquation entre les apports nutritionnels de l'alimentation et les dépenses énergétiques

de l'organisme. Agrégés, ils permettent de mesurer la prévalence de la malnutrition dans une population donnée. L'analyse porte donc sur une série d'indicateurs ultimes/finaux de sécurité alimentaire qui ont l'avantage d'être objectifs, individuels et sensibles aux variations de court terme de l'alimentation.

Impact positif sur la situation nutritionnelle

La présence d'un GSA dans le village a un impact positif sur la situation nutritionnelle. Plus précisément, il permet aux populations bénéficiaires d'échapper à la détérioration de la situation nutritionnelle observée dans la zone d'intervention au cours du cycle 2011-2012. Parmi les enfants en bas-âge, par exemple, la prévalence de

la sous-alimentation passe de 5 à 10% et atteint un niveau préoccupant dans les villages sans GSA, alors qu'elle reste stable dans les villages bénéficiaires (autour de 5%). La situation nutritionnelle des enfants entre 6 et 16 ans, comme des adultes, présente une dynamique similaire lorsqu'elle est évaluée à partir des indices en niveau.

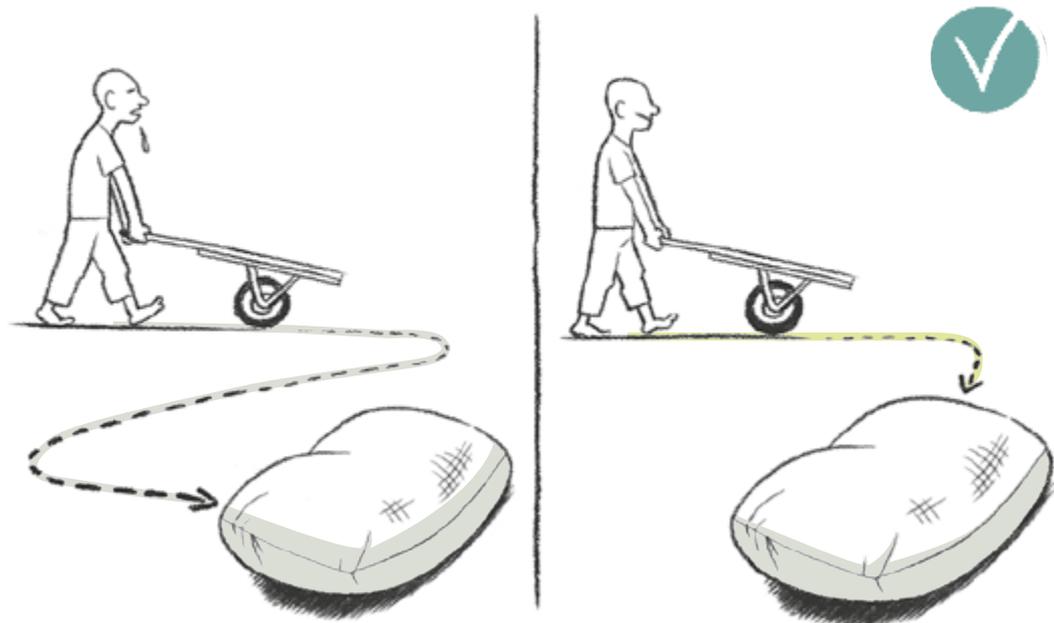
Au delà de l'impact final

Au cours d'un cycle agricole marqué par une mauvaise récolte et de fortes tensions sur les marchés, il est établi que la présence d'un GSA a amélioré la résilience des populations bénéficiaires au risque nutritionnel. La question qui subsiste est la suivante : comment la présence d'un GSA

a-t-elle renforcé la sécurité alimentaire de ces familles ? L'analyse d'une série d'indicateurs directement liés à l'activité des GSA permet de discuter les mécanismes par lesquels la présence d'un GSA dans le village suscite une amélioration de la sécurité alimentaire.

6.

Distance d'achat



La proximité des vendeurs, une priorité

La majorité des achats de céréales sont réalisés à l'extérieur des villages, auprès de marchands. En 2011-2012 par exemple, moins de 40% des quantités totales achetées provenaient de vendeurs du village comme les marchands villageois, les vendeurs au marché ou itinérants, les GSA ou les producteurs locaux. Or, quel que soit le cycle agricole considéré, la proximité est le

principal critère qui motive le choix d'un vendeur en particulier, loin devant une disponibilité permanente ou de meilleurs prix. L'importance relative de ces critères révèle une préférence des familles pour les achats locaux et suggère que la disponibilité locale des denrées de base est une préoccupation majeure pour ces populations.

Des denrées en plus au village

L'activité des GSA a pour premier objectif une activation du marché local. La mise en vente de denrées alimentaires additionnelles au sein même du village renforce l'offre locale, ce qui tend à réduire les coûts, l'effort et le stress suscités par les achats de céréales à l'extérieur du village. Quand l'offre est suffisamment importante et ininterrompue, elle permet également d'éviter

tout risque de rupture d'approvisionnement en saison des pluies. En réduisant l'exposition des populations à de longs et difficiles déplacements et en améliorant de cette manière l'accès physique aux denrées, l'activité des GSA peut répondre à l'une des préoccupations majeures des populations de cette région.

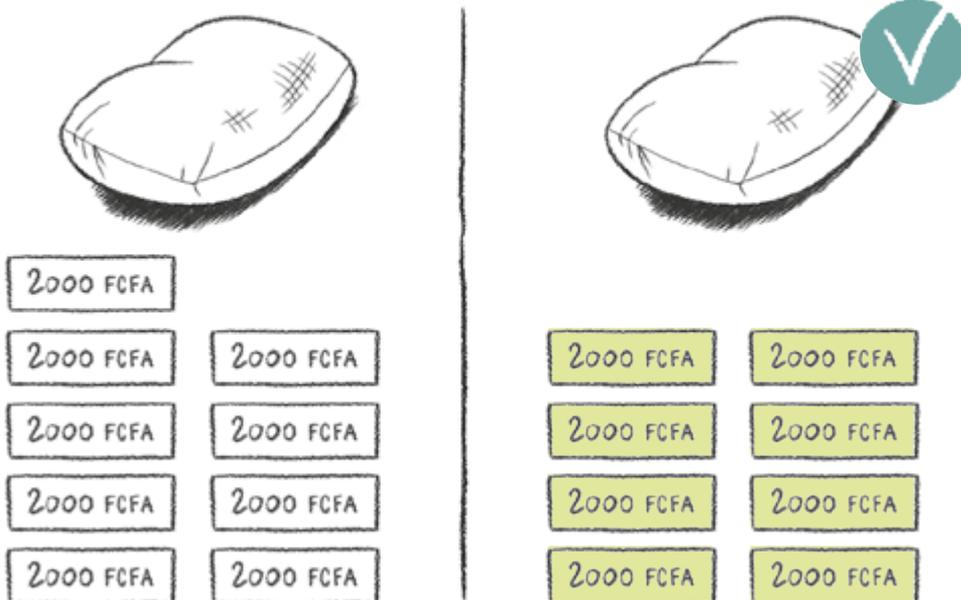
Activation du marché local

La présence d'un GSA se traduit par une amélioration de la disponibilité des denrées de base au village. L'évolution de la part des céréales achetées dans le village est différente dans les deux groupes de village. Elle augmente de 5% dans les villages ayant bénéficié d'un GSA alors qu'elle chute de plus de 13% dans les villages du

groupe de contrôle. Il en résulte un effet positif du programme sur la distance totale parcourue pour s'approvisionner en céréales qui est réduite de plus d'un tiers, soit approximativement 20 kilomètres. Les populations bénéficient donc d'un gain de temps et d'effort, et font face à un moindre risque.

7.

Prix d'achat



Des tensions sur les marchés

La mauvaise récolte s'est traduite par un niveau de prix très élevé au cours du cycle agricole 2011-2012. Le prix moyen d'un sac de céréales est passé de 14 000 FCFA en 2010-2011 à près de 19 000 FCFA en 2011-2012, soit une augmentation de plus de 35%. En période de fortes tensions sur les

marchés, les prix varient aussi fortement d'une saison à l'autre avec un prix sensiblement plus élevé en saison des pluies qu'en saison sèche. Les prix ont également tendance à être plus élevés dans les zones les plus isolées.

Un effet prix

Un GSA dans le village pourrait déboucher sur une réduction du prix de vente des denrées alimentaires. La taille des échanges réalisés, les liens privilégiés existant au sein du réseau de GSA et l'accès à des facilités de stockage sont autant de caractéristiques propres aux GSA susceptibles de

leur conférer une structure de coûts plus avantageuse que les autres vendeurs. En présence de marchés locaux peu développés ou segmentés, l'activité des GSA pourrait aussi favoriser l'intégration du marché local et se traduire par une baisse générale des prix dans ces villages.

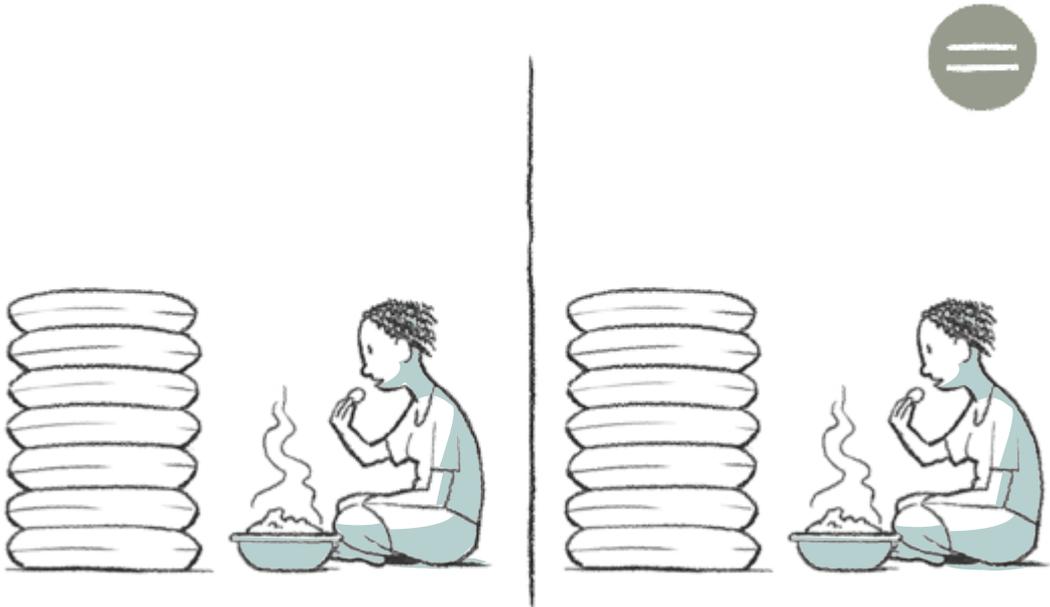
L'amélioration de l'accès économique aux denrées

La présence d'un GSA améliore l'accès économique aux denrées. Le prix moyen payé à l'achat d'un sac de céréales est de près de 8% inférieur dans les villages bénéficiaires. Au total, chaque famille épargne en moyenne les frais d'inscription scolaire de 5 enfants dans le cycle primaire (+7500 F-CFA) ou encore la consommation

annuelle en viande de deux adultes. La baisse des prix d'achat observée concerne aussi bien les céréales achetées dans le village que les céréales achetées auprès de marchands extérieurs, suggérant un renforcement global du pouvoir de négociation des consommateurs.

8.

Consommation alimentaire



Une alimentation pauvre et insuffisante

La quasi-totalité des repas sont constitués de céréales accompagnées de sauces à base d'huile, de feuilles sauvages (baobab, oseille, kapok, ...) ou autres condiments (poisson séché, oseille en grain, ...). Au cours du mois qui précédait l'arrivée des nouvelles récoltes en 2012, seule une famille sur trois

a consommé au moins une fois par semaine du niébé, de la viande ou des produits laitiers. Dans ce contexte de très faible diversification du régime alimentaire, les céréales fournissent l'essentiel des calories consommées par ces populations.

Un accès réel aux denrées

Si les conditions d'accès aux denrées affectent réellement la consommation, l'amélioration de l'accès suscitée par le GSA devrait déboucher sur une augmentation des achats et un accroissement de la quantité de céréales consommée. De plus, les économies réalisées sur les achats de céréales pourraient être consacrées à l'achat

d'autres denrées alimentaires. La diversification du régime alimentaire est aussi promue directement par les GSA qui proposent d'autres produits alimentaires. Par conséquent, il est attendu que la présence d'un GSA améliore l'alimentation, que ce soit en quantité ou en qualité.

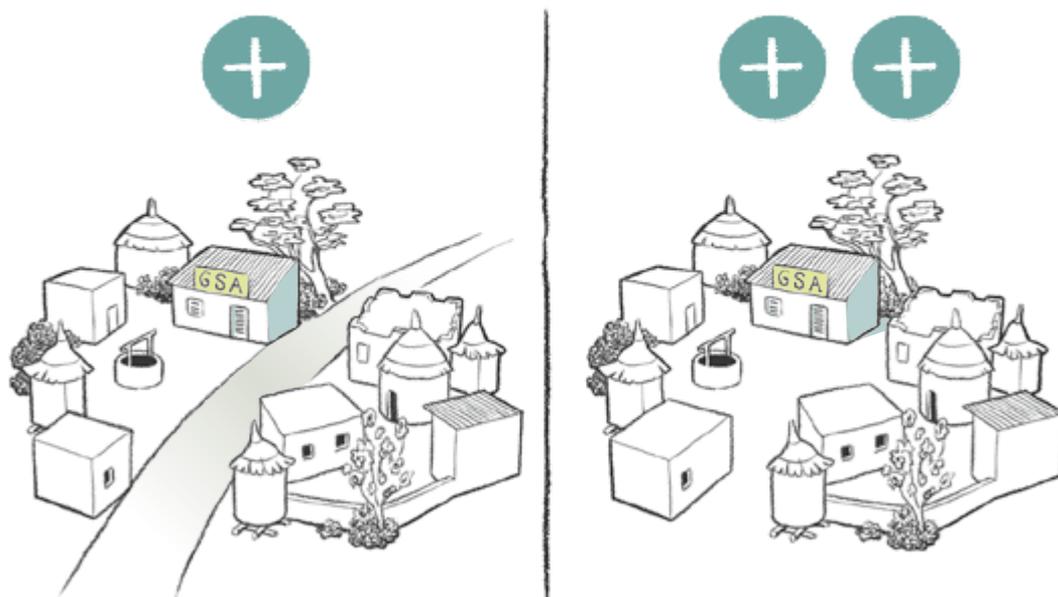
Une consommation alimentaire inchangée

La présence d'un GSA ne modifie pas sensiblement la consommation alimentaire. Celle-ci n'a d'impact ni sur la proportion de familles ayant réalisé des achats ni sur les quantités achetées par famille. L'impact sur la ration journalière de céréales est nul voire légèrement négatif. Les indicateurs de diversification du régime alimentaire ne réagissent pas non plus à la présence d'un

GSA. De façon surprenante, l'amélioration de l'accès aux denrées ne se traduit ni par plus d'achats, ni par des quantités consommées plus importantes, ni par une diversification accrue du régime alimentaire. Avant de tenter une explication, il est intéressant de se demander qui sont les principaux bénéficiaires de la présence d'un GSA dans le village.

9.

Village isolé, impact plus élevé



Publics cibles et bénéficiaires

Le programme consiste à mettre à disposition de l'ensemble de la communauté villageoise un GSA sans déterminer par qui, quand et comment il sera utilisé. De plus, le GSA est une intervention de marché qui pourrait modifier les conditions générales qui prévalent sur le marché local. En d'autres termes, l'ensemble de la communauté villageoise devrait en bénéficier et pas uniquement les utilisateurs du

GSA. L'absence d'un impact spécifique sur les seuls utilisateurs viendrait confirmer l'hypothèse d'un effet de marché. Il est intéressant aussi de déterminer si ce sont les populations qui en ont le plus besoin qui sont les principales bénéficiaires. L'impact du programme a donc été systématiquement mesuré sur les ménages les plus pauvres ou encore sur les villages les plus isolés.

Un impact sur la communauté villageoise dans son ensemble

Dans toutes les dimensions considérées, l'impact de la présence d'un GSA ne concerne pas les seuls utilisateurs mais bien l'ensemble de la communauté villageoise. Aux effets directs de l'activité des

GSA viendraient s'ajouter les effets indirects de l'influence des GSA sur le marché local. Les autres vendeurs sont amenés à s'adapter aux conditions d'achat avantageuses offertes par les GSA.

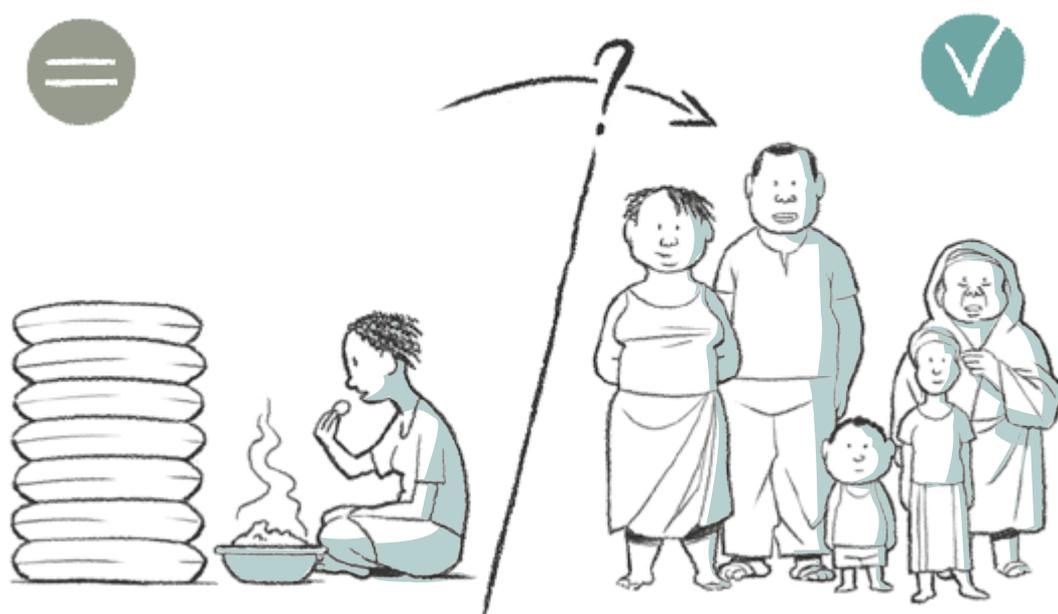
Les plus vulnérables en priorité

Les populations les plus vulnérables bénéficient davantage de la présence d'un GSA dans le village. L'impact positif des GSA sur la situation nutritionnelle, comme sur l'accès aux denrées, est plus prononcé sur les plus pauvres. Plus intéressant encore,

ce sont surtout les familles des villages les plus isolés (sans route à proximité, marché ou vendeurs de céréales) qui en bénéficient. La présence d'un GSA est d'autant plus pertinente que l'accès aux denrées est précaire.

10.

Question en suspens



Un paradoxe apparent

La présence d'un GSA a amélioré l'accès physique et économique aux denrées sans pour autant se traduire par une amélioration de la consommation alimentaire. Or, celle-ci apparaissait comme la condition préalable à l'amélioration de la situa-

tion nutritionnelle. D'autres explications doivent être envisagées pour comprendre le « paradoxe » que suggèrent ces résultats. Il s'agit d'identifier les mécanismes à l'origine de l'impact sur la situation nutritionnelle.

Mécanismes considérés

Le moindre effort dévolu à la collecte des céréales, la consommation accrue d'autres biens liés à la nutrition (soins de santé, médicament) ou encore l'achat de céréales de meilleure qualité sont autant de mécanismes susceptibles d'expliquer une meilleure nutrition sans modification de la consommation alimentaire. Cependant, ils apparaissent insuffisants (gain d'effort) ou peu convaincants dans ce contexte (soins

de santé ou qualité des céréales). Une autre explication plausible est celle évoquée par les gestionnaires du programme qui n'étaient pas tellement surpris des résultats. Pour eux, le programme réduit le risque de marché (disponibilité et prix), ce qui apporte la sérénité (« la paix du cœur ») aux populations, diminue leur stress et renforce leur bien-être nutritionnel.

Achats au plus proche des besoins

L'explication pourrait davantage résider dans la temporalité des achats. En réduisant le risque de marché, la présence d'un GSA permet aux familles de retarder leurs achats ou, de manière équivalente, de réduire le stockage des céréales. Il est établi que les familles des villages du groupe de traitement réalisent moins d'achats de précaution, c'est-à-dire d'achats avant l'épuisement des stocks. Or, des histoires

glanées à l'occasion d'une restitution des résultats suggèrent que retarder ses achats permettrait d'éviter une répartition moins favorable de la consommation alimentaire et des sollicitations de parents proches ou amis. Le coût de ces pressions sur la répartition de la consommation alimentaire s'apparente à un coût de stockage des denrées que l'intervention permettrait de limiter.

Conclusion

Les Greniers de Sécurité Alimentaire : une réplification possible ?

Un impact confirmé

L'étude menée par le CRED avec le soutien du programme « NO POOR » de l'Union européenne a démontré que la présence d'un GSA avait un impact réel sur la situation nutritionnelle des populations des villages desservis. Elle permet des économies de temps et d'argent sur l'achat des denrées de base. Or, l'accès à la nourriture est déterminant pour la sécurité alimentaire de ces

populations lorsque les récoltes sont insuffisantes. Les résultats montrent également que ce sont les villages les plus isolés et les populations les plus démunies qui profitent le plus de la présence d'un GSA. Unique en son genre, cette étude a révélé le rôle que pouvait jouer une intervention communautaire d'activation des marchés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Un modèle économique prometteur

Le réseau des Greniers de Sécurité Alimentaire a pris son autonomie institutionnelle en janvier 2015. La coopérative VIIM BAORE est née avec comme membres les principales Unions de groupements NAAM à l'origine du programme. Cette mutation fait suite à une expérience de plus de dix années au cours de laquelle la pertinence du modèle GSA s'est affirmée. Les amélio-

rations apportées au modèle des banques de céréales se sont avérées judicieuses. Malgré ce progrès, l'équilibre économique du programme n'est pas encore à l'ordre du jour. Pour poursuivre sa mission de sécurisation alimentaire, la coopérative a donc besoin d'appuis, au premier rang desquels pourraient figurer les autorités nationales et régionales concernées.

Une réplification possible

Le réseau de GSA est né de l'initiative d'une organisation paysanne souhaitant apporter une solution durable à l'insécurité alimentaire chronique ou saisonnière que subissent les populations du Sahel et des alentours. Depuis quelques années, les autorités régionales reconnaissent aux réseaux de stocks de proximité un rôle de première ligne de défense en cas de crise alimentaire. Les atouts de ces réseaux tiennent en effet à leur souplesse et à leur

ancrage local. Pour ces raisons, les plus dynamiques d'entre eux devraient être intégrés aux dispositifs nationaux et régionaux de sécurité alimentaire ou de régulation des marchés. D'autres pourraient renforcer leur viabilité économique et leur impact social, ou même voir le jour, en s'inspirant de l'expérience positive des GSA.

